

La Suisse doit agir face à la situation dramatique en Palestine

Lettre ouverte du 29 août 2025 au Conseil fédéral

Le 2 juin dernier, d'anciens Ambassadeurs et hauts responsables du DFAE s'adressaient au Chef du Département fédéral des affaires étrangères, le priant de prendre une série de mesures en faveur du respect du droit international et du droit humanitaire dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie.

Vu la détérioration dramatique de la situation sur le terrain, nous nous adressons aujourd'hui directement au Conseil fédéral.

Nous saluons l'appel lancé le 21 juillet par la Suisse aux côtés de 25 autres pays à mettre fin immédiatement à la guerre dans la Bande de Gaza ravagée par l'armée israélienne suite aux odieuses attaques terroristes du Hamas du 7 octobre 2023.

Nous saluons la déclaration de la Suisse devant la « Conférence internationale de haut niveau pour le règlement pacifique de la question de Palestine et la mise en œuvre de la solution à deux Etats » ce 29 juillet 2025 (<https://www.eda.admin.ch/content/dam/mission-new-york/en/speeches-to-the-un/2025/july/250729-New-York-Statement-international-conference.pdf>), ainsi que le communiqué du Conseil fédéral du 30 juillet appelant « avec insistance à des démarches diplomatiques en faveur de la solution à deux Etats ».

Nous saluons la déclaration du Département fédéral des affaires étrangères sur X en date du 12 août, par laquelle la Suisse affirme partager avec 25 autres Etats sa préoccupation face aux nouvelles restrictions d'enregistrement imposées aux ONG, susceptibles de contraindre des acteurs humanitaires essentiels à quitter le Territoire palestinien occupé, avec pour résultat une aggravation de la crise à Gaza (https://x.com/EDA_DFAE/status/1955295726461911536).

Le Gouvernement du Premier ministre Netanyahu réagit de manière inacceptable aux condamnations et appels de la Communauté internationale, dont la Suisse. Pire, il lance une nouvelle escalade militaire avec une occupation de la totalité de la Bande de Gaza et annonce un nouveau projet de construction de 3'400 logements en Cisjordanie, ce qui aurait pour conséquence de la couper en deux, empêchant définitivement la création d'un État palestinien disposant d'une continuité territoriale.

Face à ces violations flagrantes et systématiques du droit international, la Suisse se doit de réagir.

Par conséquent, nous demandons l'adoption par le Conseil fédéral d'un certain nombre de mesures concrètes :

- Exiger la libération sans condition des otages israéliens et celle des Palestiniens détenus sans procès, un cessez-le-feu immédiat et la reprise à grande échelle et sans restriction des livraisons d'aide internationale à la Bande de Gaza, dans le plein respect des normes fondamentales du droit international et du droit humanitaire.
- Reconnaître l'État palestinien lors de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre, comme le feront d'autres membres des Nations unies, afin de créer les conditions préalables nécessaires à une solution à deux États. Dans ce contexte, rappeler l'« Initiative de Genève », dont la méthodologie et les travaux pourraient inspirer la recherche d'une solution à deux États (<https://geneva-accord.org/the-accord/>).

- Suspendre toute coopération militaire avec Israël et interdire avec effet immédiat les exportations d'armes et de biens à double usage vers Israël, en augmentation sensible en 2024 et au début de 2025.
- Fournir un soutien politique, juridique et financier aux victimes civiles palestiniennes, aux défenseurs des droits humains dans le Territoire palestinien occupé et en Israël, ainsi qu'aux organisations humanitaires opérant dans la Bande de Gaza.
- Accueillir des enfants blessés pour des traitements médicaux dans nos hôpitaux, en facilitant administrativement et financièrement leur entrée en Suisse.
- Interdire le commerce avec les colonies israéliennes implantées dans le Territoire palestinien occupé, ainsi que les liens commerciaux et les investissements avec toute entité ou entreprise active au sein des colonies israéliennes dans le Territoire palestinien occupé; introduire une déclaration d'origine géographique pour toute importation d'Israël en Suisse.
- Imposer des sanctions ciblées aux ministres, responsables gouvernementaux, commandants militaires et colons israéliens et dirigeants palestiniens soupçonnés ou responsables de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de facilitation de génocide.
- Entamer des poursuites contre les binationaux israéliens et suisses ou palestiniens et suisses qui auraient été impliqués dans la commission de crimes de guerre.
- Dénoncer le projet de « migration volontaire » ou de réinstallation des Palestiniens de Gaza dans un pays tiers. Considéré comme une expulsion forcée par la majorité de la Communauté internationale et les ONG, ce plan est constitutif d'un crime de guerre au regard du droit international.
- Confirmer le rôle de la Suisse comme Etat dépositaire des Conventions de Genève en convoquant immédiatement une Conférence des Hautes Parties Contractantes, comme demandé par l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 2024.
- Soutenir les activités de l'UNRWA, de la Rapporteuse spéciale des Nations unies pour le Territoire palestinien occupé et des organismes de l'ONU, du CICR, de la Cour pénale internationale, et de toute autre organisation et ONG active en Palestine, dont l'action est entravée ou soumise à des pressions états-uniennes et israéliennes, lesquelles ont atteint des proportions jamais vues.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, Madame la Conseillère fédérale, Messieurs les Conseillers fédéraux, l'assurance de notre haute considération.

Therese Adam; Martin Aeschbacher; Ingrid Apelbaum; Josef Aregger; Rudolf Bärnass; François Barras; Jürg Benz; Urs. M. Berner; Jean-Daniel Biéler; Peter Bischof; Paolo Brogini; Gerhard Bruegger; Johann Bucher; Marco Cameroni; Mario Carera; Benedict de Cerjat; François Chappuis; Pierre de Cocatrix; Pierre Combernous; Christian Dunant; Yvana Enzler; André Faivet; Martin Fässler; Denis Feldmeyer; Ruth Flint; Toni Frisch; Blaise Godet; Michel Gottret; Christoph Graf; André von Graffenried; Alain Guidetti; Tim Guldemann; Laurent Guye; Walter B. Gyger; Adrian Hadorn; Charles E. Held; Hans-Rudolf Hodel; René Holenstein; Livio Hurzeler; Jean-Philippe Jutzi; Jean-François Kammer; Rudolf Knoblauch; Paul Koller; Anne-Pascale Krauer Muller; Luciano Lavizzari; Jean-Hubert Lebet; Ulrich Lehner; Thomas Litscher; Georges Martin; Robert Mayor; Pierre Monod; François Nordmann; Gian Federico Pedotti; Didier Pfirter; Bernardino Regazzoni; André Regli; Peter Reinhardt; Jean-Claude Richard; Jean-Daniel Ruch; René Schaetti; Jenö Staehelin; Gérard Stoudmann; Martin Strub; Etienne Thévoz; Jean-Philippe Tissières; Louis-José Touron; Jean-Daniel Vigny; Jacques de Watteville; Philippe Welti; Michael Winzap; Daniel Woker; Nicole Wirsch

Angesichts der dramatischen Lage in Palästina muss die Schweiz handeln

Offener Brief vom 29. August 2025 an den Bundesrat

Am 2. Juni dieses Jahres wandten sich ehemalige Botschafter und hochrangige Beamte des EDA an den Vorsteher des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten mit der Bitte, eine Reihe von Massnahmen zugunsten der Einhaltung des Völkerrechts und des humanitären Rechts im Gazastreifen und im Westjordanland zu ergreifen.

Angesichts der dramatischen Verschlechterung der Lage vor Ort wenden wir uns heute direkt an den Bundesrat.

Wir begrüssen den von der Schweiz zusammen mit 25 anderen Ländern am 21. Juli lancierten Aufruf, den Krieg im Gazastreifen, der nach den abscheulichen Terroranschlägen der Hamas vom 7. Oktober 2023 von der israelischen Armee verwüstet wurde, unverzüglich zu beenden.

Wir begrüssen die Erklärung der Schweiz vor der «Hochrangigen Internationalen Konferenz für die friedliche Lösung der Palästinafrage und die Umsetzung der Zwei-Staaten-Lösung » am 29. Juli 2025 (<https://www.eda.admin.ch/content/dam/mission-new-york/en/speeches-to-the-un/2025/july/250729-New-York-Statement-international-conference.pdf>), sowie die Erklärung des Bundesrats vom 30. Juli, in der «mit Nachdruck diplomatische Schritte zugunsten der Zwei-Staaten-Lösung» gefordert werden.

Wir begrüssen die Erklärung des Eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten vom 12. August auf X, in der die Schweiz gemeinsam mit 25 anderen Staaten ihre Besorgnis über die neuen Registrierungsbeschränkungen für NGOs zum Ausdruck bringt, die wichtige humanitäre Akteure dazu zwingen könnten, das besetzte palästinensische Gebiet zu verlassen, was eine Verschärfung der Krise in Gaza zur Folge hätte (https://x.com/EDA_DFAE/status/1955295726461911536).

Die Reaktionen der Regierung von Premierminister Netanjahu auf die Verurteilungen und Appelle der internationalen Gemeinschaft, darunter auch der Schweiz, sind inakzeptabel. Schlimmer noch, diese Regierung leitet eine neue militärische Eskalation zur Besetzung des gesamten Gazastreifens ein und kündigt ein neues Projekt zum Bau von 3'400 Wohnungen im Westjordanland an, was zu einer Zweiteilung des Gebiets führen und die Schaffung eines palästinensischen Staates mit territorialer Kontinuität endgültig verhindern würde.

Angesichts dieser flagranten und systematischen Verstösse gegen das Völkerrecht muss die Schweiz reagieren.

Wir fordern daher vom Bundesrat die Verabschiedung einer Reihe konkreter Massnahmen:

- Forderung nach bedingungsloser Freilassung der israelischen Geiseln und der ohne Gerichtsverfahren inhaftierten Palästinenser, einem sofortigen Waffenstillstand und der uneingeschränkten Wiederaufnahme der internationalen Hilfslieferungen in den Gazastreifen unter vollständiger Einhaltung der grundlegenden Normen des Völkerrechts und des humanitären Rechts.
- Anerkennung des palästinensischen Staates anlässlich der UN-Generalversammlung im September, wie es auch andere UN-Mitglieder tun werden, um die notwendigen Voraussetzungen für eine Zwei-Staaten-Lösung zu schaffen. In diesem Zusammenhang sollte an die „Genfer Initiative“ erinnert werden, deren Methodik und Arbeit als Inspiration für die Suche nach einer Zwei-Staaten-Lösung dienen könnte (<https://geneva-accord.org/the-accord/>).
- Suspendierung jeglicher militärischen Zusammenarbeit mit Israel und sofortiges Verbot des Exports von Waffen und Gütern mit *dual use* Gütern nach Israel, der in letzter Zeit zugenommen hat.
- Politische, rechtliche und finanzielle Unterstützung für palästinensische Zivilopfer, Menschenrechtsverteidiger im besetzten palästinensischen Gebiet und in Israel sowie für humanitäre Organisationen, die im Gazastreifen tätig sind.
- Aufnahme von verletzten Kindern zur medizinischen Behandlung in unseren Spitälern, indem deren Einreise in die Schweiz administrativ und finanziell erleichtert wird.
- Verbot des Handels mit israelischen Siedlungen im besetzten palästinensischen Gebiet sowie von kommerziellen Verbindungen mit und Investitionen in Einrichtungen oder Unternehmen, die in israelischen Siedlungen in den palästinensischen Gebieten tätig sind; eine Erklärung über die geografische Herkunft für alle Importe aus Israel in die Schweiz einführen.
- Verhängung gezielter Sanktionen gegen israelische Minister, Regierungsverantwortliche, Militärkommandanten und Siedler, sowie palästinensische Entscheidungsträger, die für Kriegsverbrechen, Verbrechen gegen die Menschlichkeit und die Begünstigung von Völkermord verantwortlich sind oder dessen verdächtig werden
- Vorkehren zur Strafverfolgung von schweizerisch-israelischen und schweizerisch-palästinensischen Doppelbürgern, welche an Kriegsverbrechen beteiligt waren.
- Verurteilung des Projekts der „freiwilligen Migration“ oder Umsiedlung der Palästinenser aus dem Gazastreifen in ein Drittland. Dieser Plan, der von der Mehrheit der internationalen Gemeinschaft und der NGOs als Zwangsvertreibung angesehen wird, stellt nach internationalem Recht ein Kriegsverbrechen dar.
- Bestätigung der Rolle der Schweiz als Depositarstaat der Genfer Konventionen, indem unverzüglich eine Konferenz der Hohen Vertragsparteien einberufen wird, wie es die Generalversammlung der Vereinten Nationen im September 2024 gefordert hat.

- Unterstützung der Aktivitäten der UNRWA, der Sonderberichterstatterin der Vereinten Nationen für das besetzte palästinensische Gebiet, der UN-Organisationen, des IKRK, des Internationalen Strafgerichtshofs und aller anderen in Palästina tätigen Organisationen und NGOs, deren Arbeit behindert wird oder dem Druck der USA und Israels ausgesetzt ist, der ein noch nie dagewesenes Ausmaß erreicht hat.

Bitte nehmen Sie, sehr geehrte

Frau Bundespräsidentin und Frau Bundesrätin, sehr geehrte Herren Bundesräte, den Ausdruck unserer vorzüglichen Hochachtung entgegen

Therese Adam; Martin Aeschbacher; Ingrid Apelbaum; Josef Aregger ; Rudolf Bärzfuss; François Barras; Jürg Benz; Urs. M. Berner; Jean-Daniel Biéler; Peter Bischof; Paolo Brogini; Gerhard Bruegger; Johann Bucher; Marco Cameroni; Mario Carera; Benedict de Cerjat; François Chappuis; Pierre de Cocatrix; Pierre Combernous; Christian Dunant; Yvana Enzler; André Faivet; Martin Fässler; Denis Feldmeyer; Ruth Flint; Toni Frisch; Blaise Godet ; Michel Gottret ; Christoph Graf; André von Graffenried; Alain Guidetti; Tim Guldemann; Laurent Guye; Walter B. Gyger; Adrian Hadorn; Charles E. Held; Hans-Rudolf Hodel; René Holenstein; Livio Hurzeler; Jean-Philippe Jutzi; Jean-Francois Kammer; Rudolf Knoblauch; Paul Koller; Anne-Pascale Krauer Muller; Luciano Lavizzari; Jean-Hubert Lebet; Ulrich Lehner; Thomas Litscher; Georges Martin; Robert Mayor; Pierre Monod; François Nordmann; Gian Federico Pedotti; Didier Pfirter; Bernardino Regazzoni; André Regli; Peter Reinhardt; Jean-Claude Richard; Jean-Daniel Ruch; René Schaetti; Jenö Staehelin; Gérard Stoudmann; Martin Strub ; Etienne Thévoz ; Jean-Philippe Tissières; Louis-José Tournon; Jean-Daniel Vigny; Jacques de Watteville; Philippe Welti; Michael Winzap; Daniel Woker; Nicole Wirsch

La Svizzera deve agire di fronte alla drammatica situazione in Palestina.

Lettera aperta del 29 agosto 2025 al Consiglio federale

Lo scorso 2 giugno, alcuni ex ambasciatori e alti funzionari del DFAE si sono rivolti al Capo del Dipartimento federale degli affari esteri, chiedendogli di adottare una serie di misure a favore del rispetto del diritto internazionale e del diritto umanitario nella Striscia di Gaza e in Cisgiordania.

Considerato il drammatico deterioramento della situazione sul campo, ci rivolgiamo oggi direttamente al Consiglio federale.

Accogliamo con favore l'appello lanciato il 21 luglio dalla Svizzera insieme ad altri 25 Paesi per porre immediatamente fine alla guerra nella Striscia di Gaza devastata dall'esercito israeliano a seguito degli odiosi attacchi terroristici di Hamas del 7 ottobre 2023.

Accogliamo con favore la dichiarazione della Svizzera alla «Conferenza internazionale di alto livello per la risoluzione pacifica della questione palestinese e l'attuazione della soluzione dei due Stati» del 29 luglio 2025 (<https://www.eda.admin.ch/content/dam/mission-new-york/en/speeches-to-the-un/2025/july/250729-New-York-Statement-international-conference.pdf>), nonché il comunicato del Consiglio federale del 30 luglio che invita «con insistenza a intraprendere iniziative diplomatiche a favore della soluzione dei due Stati».

Accogliamo con favore la dichiarazione del Dipartimento federale degli affari esteri apparsa su X il 12 agosto, in cui la Svizzera afferma di condividere con altri 25 Stati la preoccupazione per le nuove restrizioni imposte alle ONG in materia di registrazione, che potrebbero costringere attori umanitari fondamentali a lasciare il Territorio palestinese occupato, con il conseguente aggravarsi della crisi a Gaza (https://x.com/EDA_DFAE/status/1955295726461911536).

Il governo del primo ministro Netanyahu reagisce in modo inaccettabile alle condanne e agli appelli della comunità internazionale, tra cui la Svizzera. Peggio ancora, avvia una nuova scalata militare con l'occupazione dell'intera Striscia di Gaza e annuncia un nuovo progetto di costruzione di 3400 alloggi in Cisgiordania, che avrebbe come conseguenza quella di tagliarla in due, impedendo definitivamente la creazione di uno Stato palestinese con continuità territoriale.

Di fronte a queste violazioni flagranti e sistematiche del diritto internazionale, la Svizzera ha il dovere di reagire.

Chiediamo quindi al Consiglio federale di adottare una serie di misure concrete:

- Esigere il rilascio incondizionato degli ostaggi israeliani e dei palestinesi detenuti senza processo, un cessate il fuoco immediato e la ripresa su larga scala e senza restrizioni delle consegne di aiuti internazionali alla Striscia di Gaza, nel pieno rispetto delle norme fondamentali del diritto internazionale e del diritto umanitario.
- Riconoscere lo Stato palestinese durante l'Assemblea Generale delle Nazioni Unite a settembre, come faranno altri membri delle Nazioni Unite, al fine di creare le condizioni preliminari necessarie per una soluzione a due Stati. In questo contesto, ricordare l'«Iniziativa di Ginevra», la cui metodologia e i cui lavori potrebbero ispirare la ricerca di una soluzione a due Stati (<https://genevaaccord.org/the-accord/>).

- Sospendere ogni cooperazione militare con Israele e vietare con effetto immediato le esportazioni di armi e beni a duplice uso verso Israele, in aumento negli ultimi tempi.
- Fornire sostegno politico, giuridico e finanziario alle vittime civili palestinesi, ai difensori dei diritti umani nel Territorio palestinese occupato e in Israele, nonché alle organizzazioni umanitarie che operano nella Striscia di Gaza.
- Accogliere bambini feriti per cure mediche nei nostri ospedali, facilitando dal punto di vista amministrativo e finanziario il loro ingresso in Svizzera.
- Vietare il commercio con le colonie israeliane insediate nel Territorio palestinese occupato, nonché i legami commerciali e gli investimenti con qualsiasi entità o impresa attiva all'interno delle colonie israeliane nel Territorio palestinese occupato; introdurre una dichiarazione di origine geografica per tutte le importazioni da Israele alla Svizzera.
- Imporre sanzioni mirate ai ministri, ai responsabili governativi, ai comandanti militari e ai coloni israeliani e ai dirigenti palestinesi sospettati o responsabili di crimini di guerra, di crimini contro l'umanità e di complicità in genocidio.
- Avviare procedimenti giudiziari contro i cittadini con doppia nazionalità, israeliana e svizzera o palestinese e svizzera, che siano stati coinvolti nella commissione di crimini di guerra.
- Denunciare il progetto di «migrazione volontaria» o di reinsediamento dei palestinesi di Gaza in un paese terzo. Considerato come un'espulsione forzata dalla maggior parte della comunità internazionale e dalle ONG, questo piano costituisce un crimine di guerra ai sensi del diritto internazionale.
- Confermare il ruolo della Svizzera come Stato depositario delle Convenzioni di Ginevra, convocando immediatamente una Conferenza delle Alte Parti Contraenti, come richiesto dall'Assemblea Generale delle Nazioni Unite nel settembre 2024.
- Sostenere le attività dell'UNRWA, della Relatrice speciale delle Nazioni Unite per il Territorio palestinese occupato e degli organismi dell'ONU, del CICR, della Corte penale internazionale e di qualsiasi altra organizzazione e ONG attiva in Palestina, la cui azione è ostacolata o soggetta a pressioni statunitensi e israeliane, che hanno raggiunto proporzioni senza precedenti.

Con i nostri più distinti saluti, Signora Presidente, Signora Consigliera federale, Signori Consiglieri federali.

Therese Adam; Martin Aeschbacher; Ingrid Apelbaum; Josef Aregger; Rudolf Bärnass; François Barras; Jürg Benz; Urs. M. Berner; Jean-Daniel Biéler; Peter Bischof; Paolo Brogini; Gerhard Bruegger; Johann Bucher; Marco Cameroni; Mario Carera; Benedict de Cerjat; François Chappuis; Pierre de Cocatrix; Pierre Combernous; Christian Dunant; Yvana Enzler; André Faivet; Martin Fässler; Denis Feldmeyer; Ruth Flint; Toni Frisch; Blaise Godet; Michel Gottret; Christoph Graf; André von Graffenried; Alain Guidetti; Tim Guldemann; Laurent Guye; Walter B. Gyger; Adrian Hadorn; Charles E. Held; Hans-Rudolf Hodel; René Holenstein; Livio Hurzeler; Jean-Philippe Jutzi; Jean-François Kammer; Rudolf Knoblauch; Paul Koller; Anne-Pascale Krauer Muller; Luciano Lavizzari; Jean-Hubert Lebet; Ulrich Lehner; Thomas Litscher; Georges Martin; Robert Mayor; Pierre Monod; François Nordmann; Gian Federico Pedotti; Didier Pfirter; Bernardino Regazzoni; André Regli; Peter Reinhardt; Jean-Claude Richard; Jean-Daniel Ruch; René Schaetti; Jenö Staehelin; Gérard Stoudmann; Martin Strub; Etienne Thévoz; Jean-Philippe Tissières; Louis-José Touron; Jean-Daniel Vigny; Jacques de Watteville; Philippe Welti; Michael Winzap; Daniel Woker; Nicole Wirsch

Switzerland must act in light of the grave situation in Palestine

Open Letter of 29 August 2025 to the Federal Council

On 2 June, former Ambassadors and senior officials of the Federal Department of Foreign Affairs (FDFA) addressed the Head of the Department, urging him to take a series of measures to uphold international law and international humanitarian law in the Gaza Strip and the West Bank.

In view of the dramatic deterioration of the situation on the ground, we now turn directly to the Federal Council.

We welcome the appeal launched on 21 July by Switzerland, together with 25 other States, calling for an immediate end to the war in the Gaza Strip, which has been devastated by the Israeli army following the heinous terrorist attacks perpetrated by Hamas on 7 October 2023.

We further welcome Switzerland's statement delivered at the "International High-Level Conference for the Peaceful Settlement of the Question of Palestine and the Implementation of the Two-State Solution" on 29 July 2025 (<https://www.eda.admin.ch/content/dam/mission-new-york/en/speeches-to-the-un/2025/july/250729-New-York-Statement-international-conference.pdf>) as well as the communiqué issued by the Federal Council on 30 July, which strongly urged "diplomatic efforts in favour of the two-state solution."

We also take note with appreciation of the statement published by the FDFA on X on 12 August, in which Switzerland, alongside 25 other States, expressed its concern regarding new registration restrictions imposed on NGOs. These measures risk forcing essential humanitarian actors to withdraw from the Occupied Palestinian Territory, thereby aggravating the crisis in Gaza (https://x.com/EDA_DFAE/status/1955295726461911536).

The Government of Prime Minister Netanyahu has reacted in an unacceptable manner to the condemnations and appeals of the international community, including Switzerland. Even more gravely, it has initiated a new military escalation by occupying the entirety of the Gaza Strip, while announcing the construction of 3,400 additional housing units in the West Bank — a measure which would effectively sever the territory and permanently preclude the establishment of a Palestinian State with territorial continuity.

In the face of such blatant and systematic violations of international law, Switzerland cannot remain passive.

We therefore respectfully request that the Federal Council adopt the following concrete measures:

- The unconditional release of Israeli hostages and of Palestinians detained without trial, an immediate ceasefire, and the large-scale, unrestricted resumption of international humanitarian aid deliveries to the Gaza Strip, in full conformity with the fundamental norms of international law and international humanitarian law.
- Recognize the State of Palestine at the forthcoming UN General Assembly in September, as other UN Member States will do, thereby creating the necessary preconditions for a two-state solution. In this context, recall the Geneva Initiative, whose methodology and proposals may provide valuable inspiration in advancing such a solution (<https://geneva-accord.org/the-accord/>).
- Suspend all military cooperation with Israel and impose with immediate effect a ban on the export of arms and dual-use goods to Israel, which increased significantly in 2024 and early 2025.
- Provide political, legal, and financial support to Palestinian civilian victims, to human rights defenders in the Occupied Palestinian Territory and in Israel, and to humanitarian organizations operating in the Gaza Strip.

- Admit injured children to Switzerland for medical treatment in our hospitals, facilitating their entry both administratively and financially.
- Prohibit trade with Israeli settlements established in the Occupied Palestinian Territory, as well as commercial ties and investments with any entity or company active within such settlements; introduce a declaration of geographical origin for all imports from Israel into Switzerland.
- Impose targeted sanctions on ministers, government officials, military commanders, and settlers, as well as on Palestinian leaders, who are suspected of or responsible for war crimes, crimes against humanity, or the facilitation of genocide.
- Initiate legal proceedings against dual Israeli-Swiss and Palestinian-Swiss nationals who may have been implicated in the commission of war crimes.
- Reject the so-called “voluntary migration” or resettlement of Palestinians from Gaza to third countries. Regarded by the international community and NGOs as forced expulsion, such a plan constitutes a war crime under international law.
- Reaffirm Switzerland’s role as Depositary State of the Geneva Conventions by immediately convening a Conference of the High Contracting Parties, as requested by the UN General Assembly in September 2024.
- Support the activities of UNRWA, the UN Special Rapporteur for the Occupied Palestinian Territory, UN bodies, the ICRC, the International Criminal Court, and other organizations and NGOs active in Palestine, whose work is increasingly obstructed or subjected to unprecedented pressure from the United States and Israel.

Please accept, Madam President, Madam Federal Councillor, and Sirs Federal Councillors, the assurances of our highest consideration.

Therese Adam; Martin Aeschbacher; Ingrid Apelbaum; Josef Aregger; Rudolf Bärzfuss; François Barras; Jürg Benz; Urs. M. Berner; Jean-Daniel Biéler; Peter Bischof; Paolo Brogini; Gerhard Bruegger; Johann Bucher; Marco Cameroni; Mario Carera; Benedict de Cerjat; François Chappuis; Pierre de Cocatrix; Pierre Combernous; Christian Dunant; Yvana Enzler; André Faivet; Martin Fässler; Denis Feldmeyer; Ruth Flint; Toni Frisch; Blaise Godet ; Michel Gottret ; Christoph Graf; André von Graffenried; Alain Guidetti; Tim Guldemann; Laurent Guye; Walter B. Gyger; Adrian Hadorn; Charles E. Held; Hans-Rudolf Hodel; René Holenstein; Livio Hurzeler; Jean-Philippe Jutzi; Jean-Francois Kammer; Rudolf Knoblauch; Paul Koller; Anne-Pascale Krauer Muller; Luciano Lavizzari; Jean-Hubert Lebet; Ulrich Lehner; Thomas Litscher; Georges Martin; Robert Mayor; Pierre Monod; François Nordmann; Gian Federico Pedotti; Didier Pfirter; Bernardino Regazzoni; André Regli; Peter Reinhardt; Jean-Claude Richard; Jean-Daniel Ruch; René Schaetti; Jenö Staehelin; Gérard Stoudmann; Martin Strub ; Etienne Thévoz ; Jean-Philippe Tissières; Louis-José Touron; Jean-Daniel Vigny; Jacques de Watteville; Philippe Welti; Michael Winzap; Daniel Woker; Nicole Wirsch